

Commune de Richebourg
N° 2.2. / 202-026

dossier n° DP 078 520 22 M0010

date de dépôt : 11 mars 2022
demandeur : Mr BREL et Mme BELTRI
pour : création de châssis de toit
adresse terrain : 7, impasse Panu, à Richebourg (78550)
cadastre : H-199 / 1000m²

ARRÊTÉ
de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de Richebourg

Le maire de Richebourg,

Vu la déclaration préalable présentée le **11 mars 2022**, par Mr BREL et Mme BELTRI,
demeurant 7, impasse Panu, à Richebourg, pour un terrain situé à la même adresse ;

Vu l'objet de la déclaration : **création de châssis de toit et création de surface de 17m² ;**

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.410-1, R.410-1 et suivants ;

Vu l'avis de l'architecte des bâtiments de France en date du 1^{er} avril 2022 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 30 juin 2017 ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable, sous réserve de respecter les éléments décrits à l'article 2.

Article 2

- **Dans la mesure du possible, les fenêtres de toit seront alignées avec les fenêtres inférieures si l'architecture de la charpente de la maison le permet.**

Article 3

Toutes autorités administratives, les agents de la Force Publique compétents, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée au pétitionnaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal.

Fait à Richebourg, le 4 avril 2022

Le maire-adjoint,



Julien GRENOT

Arrêté transmis en Préfecture, le 04/04/2022 et affiché en Mairie le 04/04/2022.

Envoyé en préfecture le 04/04/2022

Reçu en préfecture le 04/04/2022

Affiché le



ID : 078-217805209-20220404-DP2022000026-AR

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Durée de validité de la déclaration préalable : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Délais et voies de recours contre la présente lettre : le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente lettre dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.